

Le journal du Grand Paris

Entreprises / Territoires / Innovations / Attractivité

P. 02 —

CHRONOLOGIE

L'histoire du Grand Paris à travers celle du Forum

P. 18 —

CONSTRUCTION MÉTROPOLITAINE

Regards croisés des présidents successifs

P. 32 —

RETROSPECTIVE

10 ans de travaux et d'études au service de la fabrique métropolitaine

P. 40 —

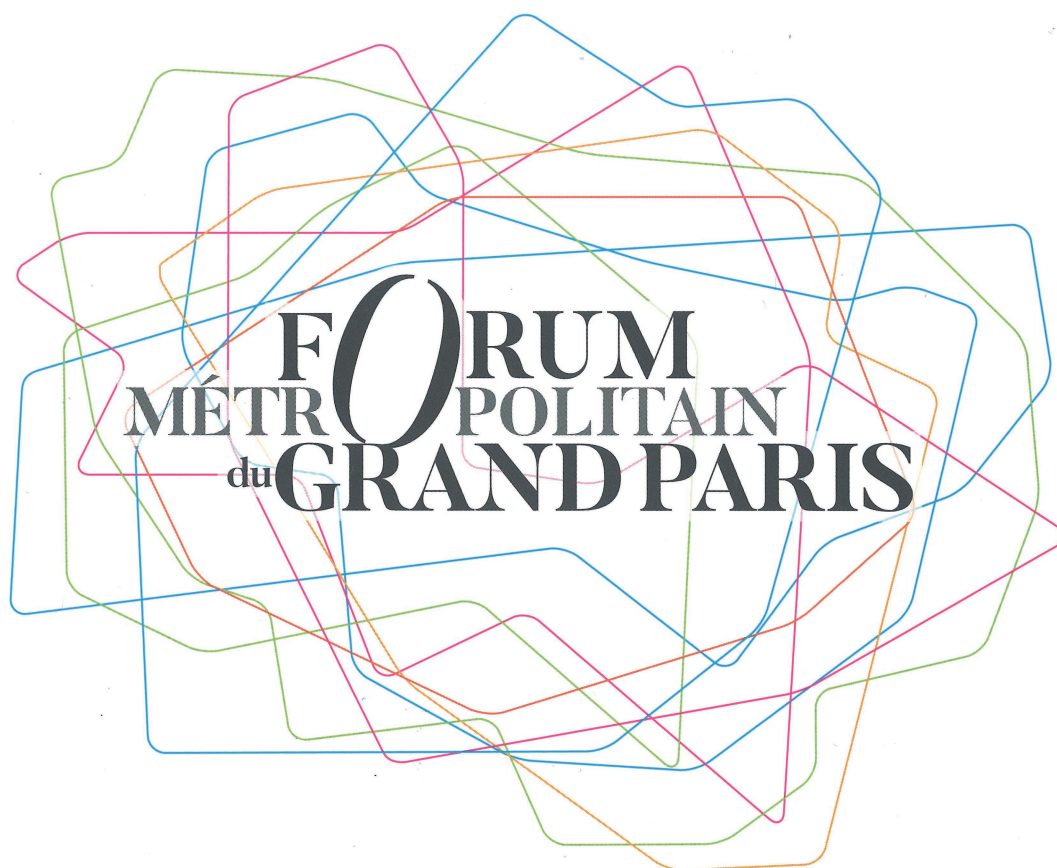
FINANCES LOCALES

Un enjeu majeur pour le Forum

P. 42 —

PROSPECTIVE

Les Routes du futur du Grand Paris



***10 ans au service
de la construction métropolitaine***

“ Forum du Grand Paris : une alternative à l'obsession institutionnelle ? ”

— Daniel Béhar, géographe, directeur de la coopérative Acadie, accompagne depuis l'origine le syndicat mixte. Il milite pour le développement de coopérations horizontales, entre collectivités, pour mettre en place les politiques publiques de nature à résorber les écarts qui caractérisent selon lui la condition métropolitaine.

Daniel
Béhar

Vous avez piloté en 2017, pour le Forum métropolitain du Grand Paris avec l'Apur et l'IAU, une vaste étude sur la condition métropolitaine ?

Daniel Béhar — Le travail que l'on a effectué sous la présidence de Patrick Jarry tentait de progresser sur la notion de projet métropolitain. En constatant ce qui se vérifie encore aujourd'hui : aborder cela dans les termes classiques, se demander « quelle métropole voulons-nous ? », constitue une impasse. Soit l'on bute sur des conflits quasiment idéologiques, soit l'on fabrique un projet idéal, mais déconnecté. Le risque de la planification, des documents programmatiques est d'aligner les poncifs de la métropole idéale. Notre proposition contenait deux idées fortes : essayons d'analyser ce qu'induit la métropolisation pour les gens, et, plutôt que de décrire la métropole idéale, décrivons le chemin à prendre pour y arriver.

Quels en furent les principaux enseignements ?

D. B. — Pour les habitants, la métropolisation, c'est cette tension permanente entre la promesse et la condition métropolitaine. Dès lors, la question consiste à savoir comment on réduit cet écart. C'est aussi le défi de l'action publique. Il y a d'un côté toujours plus d'attractivité, de performance économique, mais de l'autre, une lutte des places toujours plus âpre. Avec la même question, telle que l'avait déjà pointée l'économiste Laurent Davezies, il y a quinze ans : plus la métropole est performante, plus elle redistribue, mais au plan national plus que local.

Verbatim

*“ Pour les habitants,
la métropolisation, c'est cette tension
permanente entre la promesse
et la condition métropolitaine ”*

Laurent Davezies, économiste

© JGP





— Daniel Behar, avec Patrick Jarry, lors du comité syndical du 21 octobre 2016.

Vous définissez la condition métropolitaine comme une somme de paradoxes ?

D. B. — On rencontre en effet en permanence des contradictions pour lesquelles il faut chercher des chemins intermédiaires. Le travail réalisé avec l'Apur et l'IAU en illustre un certain nombre, s'achevant par une charte qui reprenait une dizaine de principes. Les élus du Forum avaient activement participé aux débats, par exemple à celui sur les arbitrages entre passants et sédentaires, ces citoyens en CDD, selon la formule du maire de Gennevilliers Patrice Leclerc. Autres arbitrages, ceux constatés entre habitants et usagers du territoire. Je me souviens d'une carte de l'Apur que je n'imaginai pas : la moitié des 200 communes de la zone dense accueille plus d'usagers le jour que d'habitants la nuit, et ce ne sont pas les mêmes. Il ne s'agit pas seulement d'une réalité propre aux grands pôles tertiaires de Saint-Denis, Boulogne, Puteaux ou Courbevoie. Dès lors, comment composer les usages sur le territoire ? La figure historique du maire, représentant des habitants, ces derniers étant à la fois les usagers des services, les contribuables qui paient leurs impôts, et les citoyens qui votent, ne s'applique plus dans la métropole comme ce fut le cas. Toute une série de questions de ce type avaient suscité des réponses en forme de lignes de force.

Vous avez accompagné la conférence métropolitaine dès son origine ?

D. B. — J'avais, avant la création de cette structure, accompagné Pierre Mansat pour découvrir la conférence métropolitaine de Nantes. Le terme vient de là. Le paradoxe du Forum métropolitain, c'est peut-être d'avoir été saturé par la question institutionnelle. Par nature, le syndicat mixte était conçu pour fournir ou penser une alternative à l'institutionnalisation, au sens de gouvernement métropolitain. Et en même temps, son objet premier a été d'établir un consensus pour définir la bonne institution. Ils ont été à deux doigts de le réussir, mais cela n'a pas fonctionné. Ce paradoxe est constitutif du Forum. Il invente quelque chose d'alternatif et, en même temps, il est obnubilé par ce sujet.

Le Forum vient une nouvelle fois de démontrer qu'il est un lieu d'apport et de concertation thématique multistrates, jugez-vous que cela peut être sa vocation future ?

D. B. — Il y a peut-être des perspectives de relance dans la période actuelle. A un certain nombre de conditions, compte tenu du contexte. J'en vois deux, qui se rejoignent : la première est que, d'une certaine manière, l'obsession institutionnelle s'estompe, le débat du meccano, que l'on a encore eu toute cette année. Je crois qu'il y a aussi une question de fond, c'est que voir le Forum métropolitain comme une conférence interstrat ne pourra fonctionner que s'il y a une montée en puissance de la culture de « l'inter » c'est-à-dire de l'horizontal.

Vous estimez que la région Capitale est obsédée par le modèle étatique ?

D. B. — C'est de là que provient, en effet, cette obsession pour l'institution, pour le vertical. Toute la question consiste à savoir comment promouvoir l'horizontal ? Aujourd'hui partout en France, sauf dans le Grand Paris, la question, c'est l'horizontalité, c'est-à-dire les coopérations entre territoires. Alors que le vertical, c'est comment l'on fabrique le niveau qui va chapeauter l'ensemble. Et en Ile-de-France, l'intercommunalité, qui est la forme première de l'horizontalité, ne fonctionne pas, mises à part quelques exceptions.

A ce point-là ?

D. B. — Je suis plus que déçu, à part pour les trois territoires qui pré-existaient, (Plaine Commune, Est Ensemble et GPSO). Nous constatons des effets de contexte. La métropole ne progresse pas et elle stérilise le reste. Il y a des tentatives d'interterritorialité, d'horizontalité. Je crois beaucoup, par exemple, à la Vallée scientifique de la Bièvre. Patrick Braouezec a également bâti quelques coopérations avec des territoires du Val d'Oise. Mais la MGP a annihilé ce type de partenariat. Non pas délibérément, mais le fait est que la MGP a empêché ce type de coopérations entre territoires situés dans et hors de son périmètre.

Que pensez-vous de l'idée défendue par Vincent Jeanbrun de création d'un fonds d'investissement, sur le périmètre régional, dont le montant pourrait atteindre un milliard d'euros ?

D. B. — Les économistes le disent depuis longtemps. Il faut arrêter de penser que l'efficacité de l'action publique passe par la redistribution à tous les étages. C'est à l'Etat de faire ça ou à la Région. Et il faut en effet y consacrer des montants à la hauteur des enjeux. La présidente de la région Bretagne, par exemple, met en avant le fait que, là où elle attribue un euro à Rennes, elle en consacre 4 à la Bretagne intérieure. Mais cette redistribution porte sur 3 % du budget régional, qui représente lui-même une part infime de l'argent public qui circule. Plus la redistribution est locale, moins elle est efficace, par construction.

Pour vous, l'inégalité majeure réside dans l'accès aux aménités métropolitaines ?

D. B. — Il faut distinguer les questions des inégalités et des disparités. Peu importe que les riches vivent avec les riches et les pauvres avec les pauvres, si je caricature. La question, c'est l'effectivité des promesses, c'est l'accès aux aménités métropolitaines. Voilà quels sont les mécanismes sur lesquels il faut travailler, et sur lesquels il peut y avoir des coopérations. L'IAU constate des inégalités de répartition géographique des habitants par niveaux de ressource, mais la véritable inégalité, c'est la question de l'accès aux services publics. En Seine-St-Denis notamment, 40 ans de politique de la ville sont un échec total car, en France, l'Etat ne sait pas faire de discrimination positive.

Et le rôle de Paris dans tout ça ?

D. B. — Paris n'a jamais souhaité réellement s'engager dans ce type de conventions horizontales. La ville de Paris n'a jamais fabriqué de politiques horizontales avec les territoires avoisinants. Le seul qui l'ait fait, c'est Pierre Mansat, dans la logique qui s'imposait à l'époque, et qui consistait largement à résorber le passif entre Paris et la banlieue. Il faut des dispositifs de conventionnement, de coopération pratiques, sans quoi on se limite à des discussions. Le Forum pourrait être la plateforme de ces coopérations. Je rejoins là Jean-Louis Missika qui parle de métropole plateforme, de hub où tout le monde se croise, et à partir de laquelle on bâtit des dispositifs. Qui s'oppose à une métropole de guichet, où chacun va chercher sa subvention. De ce fait, la redistribution ne se fait pas car elle n'en a pas les moyens... ●